COMMUNIQUÉ

ET MAINTENANT ?

Le deuxième tour des élections départementales confirme le premier : un immense rejet du gouvernement.

Il faut toute l'arrogance provocatrice d'un Valls pour oser déclarer : « *Les Français, par leur vote, et même leur abstention, ont dit à nouveau leurs attentes, leurs exigences, leur colère, leur fatigue face à une vie quotidienne trop difficile : le chômage, les impôts, la vie trop chère. J'ai entendu ce message.* »

Il faut toute l'arrogance provocatrice d'un Valls pour en conclure qu'il faut accélérer les contre-réformes. Il annonce, en particulier, le vote de quatre contre-réformes avant l'été, parmi lesquelles un projet permettant d'imposer la baisse des salaires (y compris ceux inférieurs à 1,2 fois le Smic) en augmentant le temps de travail, et de faciliter le licenciement de ceux qui refuseraient ces mesures iniques !

Quant à ceux qui prétendent incarner une « alternative à gauche » : les uns (les dirigeants du Parti communiste français), après s'être alliés au deuxième tour au Parti socialiste, s'appêtent à gouverner avec lui des dizaines de départements pour y répercuter les mesures du pacte de responsabilité et les restrictions budgétaires ; les autres (Mélenchon) appellent... à préparer les élections régionales de décembre... Comme si toute la situation n'était pas marquée par l'abstention massive, le rejet des institutions de la V^e République, de la régionalisation et des mesures dictées par l'Union européenne !

Cet épisode des élections départementales marque le franchissement d'un nouveau cran dans la crise de décomposition. A tous les niveaux, le pays se délite.

Les institutions pourrissantes de la V^e République — elles-mêmes encamisolées dans l'Union européenne et ses traités — apparaissent clairement comme contradictoires à la démocratie. La reconquête de la démocratie passera par le démantèlement de ces institutions.

Ce que nous écrivions au soir du premier tour se vérifie : « *Ce qui ne peut plus s'exprimer sur le terrain électoral cherchera inévitablement à se résoudre sur un autre plan.* » Seule l'intervention de la classe ouvrière sur son propre terrain, entraînant avec elle tous les exploités et les opprimés, pourra modifier l'ordre actuel des choses. La même question se pose, sous des formes diverses, dans tous les pays où les travailleurs sont frappés par les plans de l'Union européenne. Lundi 30 mars, aux cris de « *Pas de solution, grève générale* », des milliers d'ouvriers ont défilé à Bruxelles avec leurs organisations syndicales contre les mesures d'austérité et de régression sociale dictées par un gouvernement appliquant les diktats européens. En Grèce, les dockers du Pirée menacent d'engager la grève si le gouvernement cède à l'exigence de l'Union européenne de privatisation du port. En France, à l'initiative des confédérations CGT, CGT-Force ouvrière (avec FSU et Solidaires), se préparent activement, pour le 9 avril, la grève interprofessionnelle et la manifestation contre la loi Macron et le pacte de responsabilité.

La décomposition des partis qui, historiquement, plongent leurs racines dans le mouvement ouvrier souligne la nécessité d'une représentation politique de la classe ouvrière fidèle à ses intérêts. Une représentation politique qui se construira dans la libre discussion entre travailleurs et militants de toutes tendances, dont le Parti ouvrier indépendant sera partie prenante, à égalité avec tous. C'est à cet effet qu'il invite ceux qui le souhaitent à participer aux assemblées organisées par ses comités, dans tout le pays, pour débattre de la situation.

Paris, le 31 mars 2015

**Gérard Schivardi,
Jean Markun,**

Daniel Gluckstein,

secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant

Venez en discuter dans les assemblées ouvertes du POI.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer

Nom, prénom : Adresse :

..... Code postal : E-mail :

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris